Tunis Re
...your risk is our business

Revue de presse N°111 | 23 Février 2024

A la une

Financial Afrik

800 participants aux AG de la FANAF en Mauritanie

18/02/2024

La 48e Assemblée générale de la Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines (FANAF) s'ouvre lundi 19 février à Nouakchott, capitale de la Mauritanie, sous le haut patronage de SEMohamed Cheikh Ghazouani, président de la république.

Environ 800 délégués venus des différents marchés africains ainsi que des experts et partenaires du secteur de l'assurance se sont inscrits à ce rendez-annuel devenu au fil des décennies le plus grand rassemblement continental de l'industrie de la gestion des risques.

Lors d'un point de presse tenu samedi 17 février, Haimoud Bashir Kamal, président de la Ligue mauritanienne des assureurs et Abdellah Kharchi, président du comité d'organisation de la 48e AG de la FANAF ont réaffirmé les dispositions de la Mauritanie à accueillir un tel événement, dans un pays aux perspectives prometteuses (voir notre dossier) .

De même, César Ekomie Afene, président de la FANAF , est revenu sur la thématique centrale de la conférence, à savoir l'assurance au service du développement économique et social de l'Afrique .

Il s'agit d'une première pour la Mauritanie, désignée en marge des dernières assemblées de l'organisation panafricaine tenue du 20 au 24 février 2023 à Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo (RDC). La candidature mauritanienne était portée par l'Association Professionnelle des Assureurs de Mauritanie (APAM)

P.07

Tunis Re va élire un Administrateur représentant les actionnaires minoritaires P.03

Tunisie: Les assureurs tirent grands profits du TD à 8 % P03

Algérie: Le secteur des assurances affiche une croissance molle en 2023. P.05

GAIF:Sustainable insurance practices brought to life P.08

UNDP's Jordan's insurance initiative promotes inclusive policies P.09

WTW: GB D&O market update P.10

IRDAI to implement collateral requirements for reinsurance deals with CBRs: report P.11

SOMMAIRE

Tunis Re va élire un Administrateur représentant les actionnaires minoritaires 03

Les assureurs tirent grands profits du TD à 8 % 03

GAT ASSURANCES lance le diagnostic des pneus par intelligence artificielle 04

Comar plus : Comar réinvente l'assurance avec une application mobile %100 digitale 04

Algérie: Le secteur des assurances affiche une croissance molle en 2023. 05

La CAAT et l'ASF signent une convention de partenariat : L'Etat met le paquet sur le développement des startups 05

Maroc : ACAPS: Convention quadripartite pour l'usage du service de tiers de confiance national par le secteur des assurances 06

Couverture contre les événements catastrophiques : De nouvelles dispositions approuvées par le gouvernement 06

800 participants aux AG de la FANAF en Mauritanie 07

Zimbabwe's insurers face regulatory sanctions for delaying claims payment 07

GAIF:Sustainable insurance practices brought to life 08

Saudi Arabian Insurance Industry Continues to Grow Amid Consolidation 09

UNDP's Jordan's insurance initiative promotes inclusive policies 09

WTW :GB D&O market update 10

Reinsurance in focus for investors, with length of hard market key: Berenberg 11

IRDAI to implement collateral requirements for reinsurance deals with CBRs: report 11

TUNISIE

ilBoursa.com
La référence économique

Tunis Re va élire un Administrateur représentant les actionnaires minoritaires

15/02/2024

La société Tunisienne de Réassurance « Tunis Re « lance un appel à la candidature pour la désignation d'un Administrateur représentant les actionnaires minoritaires au sein de son Conseil d'administration pour un mandat de trois années portant sur les exercices 2024-2025-2026.

La désignation aura lieu par voie d'élection lors de la tenue d'une Assemblée élective réservée aux actionnaires minoritaires. Le candidat désigné par l'Assemblée élective sera soumis à la ratification de l'Assemblée Générale Ordinaire lors de sa réunion appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos du 31 décembre 2023.
Les candidatures doivent être présentées dans une enveloppe fermée libellée au nom du Président du Conseil d'Administration de la société Tunis Re, et transmis à la société par tout moyen laissant une trace écrite, ou déposés contre décharge au bureau d'ordre du siège social au plus tard le 5 mars 2024.
La liste préliminaire des candidats sera arrêtée par le comité de Nomination et de Rémunération et sera communiqué au Ministère des Finances (Comité Général des Assurances) pour approbation. La liste retenue par le comité Générale des Assurances sera communiquée pour information au Conseil du Marché Financier et à la Bourse de Tunis.

Mfrican MANAGER

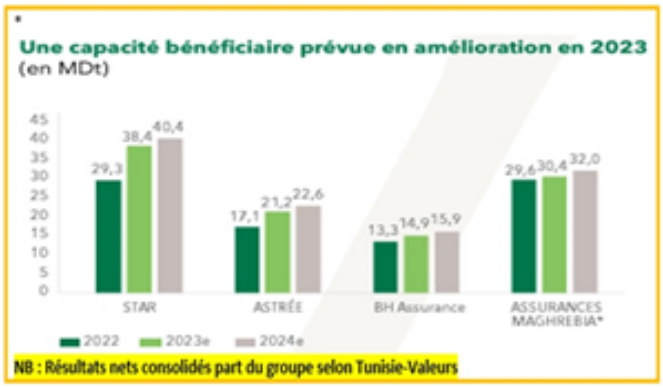
Les assureurs tirent grands profits du TD à 8 %

18/02/2024

En 2023, la reprise du secteur de l'assurance post COVID-19 a ralenti en raison du contexte opérationnel difficile, marqué par un ralentissement de l'activité économique et par une forte hausse de l'inflation renchérissant le coût des indemnisations.

Le rythme de la croissance des collectes du secteur, en 2023, a retrouvé ainsi son niveau de croissance d'avant pandémie.
L'activité financière continue d'être la principale source de profit pour les assureurs au détriment de leur Core-Business (Cœur du métier), tirant profit du relèvement du taux directeur de la BCT. Tous les assureurs cotés ont témoigné d'une croissance de leurs produits de placement. Cette activité, a contrario des coûts d'indemnisation, bénéficie de l'effet de la hausse des taux en raison de la politique monétaire restrictive menée par la BCT.

– **Décélération du rythme de la collecte des primes**



À fin 2023, le total des primes émises, ou chiffre d'affaires global du secteur de l'assurance coté en Bourse (STAR, ASTRÉE, BH Assurance et Assurances Maghrebia (y compris l'activité Vie) a atteint 1.172 MDT, soit une progression de 5,5 % par rapport à 2022, contre un TCAM (Taux de croissance annuel moyen) de 8,1 % sur la période 2020-2023.
Le rythme de collecte des primes, qui devraient permettent de couvrir les risques liés à divers accidents ou événements d'origine naturelle ou humaine occasionnant des dommages aux biens, à la propriété ou aux personnes, affiche ainsi un ralentissement, après une croissance post-pandémie à deux chiffres de l'activité du secteur coté entre 2020-2022 (+10 %). Mais le secteur retrouve son rythme de croissance d'avant crise (un TCAM de 4,4 % entre 2017-2019).

– **Les cotées, jugées par Tunisie Valeurs**

En dépit d'une faible croissance des primes émises durant la dernière décennie ,
– **STAR** maintient sa position de leader du secteur. Les primes émises de la compagnie ont augmenté de 2 % pour s'établir à 392 MDT, contre un TCAM de 2,7 % entre 2020 et 2023.
– **Assurances Maghrebia** est l'unique assureur qui maintient une croissance à deux chiffres de son rythme de collecte depuis 2020. Toutes branches confondues (y compris l'activité vie), les primes émises de l'assureur ont évolué de 10,9 % pour atteindre 364 MDT.
– **Astrée**, filiale de la Banque de Tunisie, a connu, en 2022, une forte décélération du rythme de la croissance de ses primes émises (+1,7 % à 240 MDT) en raison d'une opération exceptionnelle de transfert d'un contrat important en Vie Capitalisation.
– Les primes émises de **BH Assurance** ont progressé de 8,7 % à 176 MDT, contre un TCAM de 11,5 % entre 2020 et 2023.

GAT ASSURANCES lance le diagnostic des pneus par intelligence artificielle

18/02/2024

Fidèle à sa réputation d'entreprise responsable et innovante, GAT ASSURANCES lance, à travers son application mobile MyGAT, une nouvelle fonctionnalité : le diagnostic des pneus par Intelligence Artificielle (IA). Cette innovation, qui vise à assurer la sécurité de ses clients, démontre l'engagement continu de GAT ASSURANCES envers la sécurité routière et l'expérience client.

Plus qu'une fonctionnalité, un engagement pour la sécurité

Fini les estimations approximatives et les risques liés à l'usure des pneus ! Grâce à l'IA, les clients assurés en automobile de GAT ASSURANCES peuvent désormais obtenir gratuitement un diagnostic précis de l'état des pneus de leur voiture en prenant simplement des photos via l'application MyGAT. L'algorithme analyse l'usure de chaque pneu et la compare aux normes de sécurité en vigueur. MyGAT restitue un rapport complet, accompagné de recommandations personnalisées, offrant à ses assurés une vision claire de l'état des pneus de leur véhicule.

En lançant cette fonctionnalité révolutionnaire, GAT ASSURANCES vise des objectifs majeurs :

-Réduire le nombre d'accidents liés à l'usure des pneus, un facteur trop souvent négligé en Tunisie.

-Donner aux assurés les moyens de prendre la route en toute tranquillité

-Contribuer à la protection de l'environnement en prolongeant la durée de vie des pneus.

Vers une expérience client digitale toujours plus fluide et personnalisée

Le lancement de cette fonctionnalité d'Intelligence Artificielle s'inscrit dans la stratégie globale de GAT ASSURANCES visant à offrir à ses clients une expérience digitale optimale

Comar plus : Comar réinvente l'assurance avec une application mobile %100 digitale

20/02/2024

A l'heure où les nouvelles technologies révolutionnent notre quotidien, la Compagnie Méditerranéenne d'Assurance et de Réassurance (COMAR), leader de l'assurance en Tunisie, vient de franchir une étape dans l'innovation, avec le lancement de sa plateforme digitale COMAR Plus. Une assurance intégralement digitale qui offre une expérience client sans précédent accessible depuis des applications iOS et Android et depuis le web.

Bien plus qu'une simple application, COMAR Plus est une nouvelle façon de vivre l'assurance. Désormais, les clients peuvent accéder à un univers d'avantages et de services, en se connectant simplement via l'application. Fini donc les tracas administratifs et les déplacements inutiles. La gestion de vos contrats d'assurance devient un simple jeu d'enfants. Tout se gère en quelques clics, directement depuis son smartphone.

L'intégration de ces nouvelles technologies au service de l'assurance permet à COMAR de se distinguer en offrant une expérience client exceptionnelle. Grâce à des protocoles de sécurité avancés, l'application garantit un accès sécurisé aux données personnelles.

De plus, elle est disponible sept jours sur sept, 24h/24 et permet aux clients d'accéder à leurs informations à tout moment et depuis n'importe où, offrant ainsi une flexibilité incomparable. Les clients peuvent effectuer des paiements en ligne sécurisés, et leurs assurances leur sont livrées où qu'ils soient, en fonction du type de contrat. De plus, ils ont la possibilité de les télécharger à tout moment.

Élu Meilleur Service Client de l'année 2024 dans la catégorie Assurance, COMAR réaffirme encore une fois son engagement à offrir le meilleur service à ses clients de plus en plus exigeants.

« COMAR Plus marque une étape majeure dans notre stratégie d'innovation et de satisfaction client. Nous sommes fiers de proposer une assurance 100% digitale, adaptée aux besoins et aux exigences de nos clients », a déclaré monsieur Marouane Ben Said, Directeur Centrale Expérience client, S.I et Marketing.

TSA

Algérie: Le secteur des assurances affiche une croissance molle en 2023.

20/02/2024

Le secteur algérien des assurances continue d'avancer à petits pas. En 2023, il a réalisé une croissance molle en dépit de la relance du marché automobile.

Selon les chiffres préliminaires consultés par TSA, l'activité du secteur algérien des assurances n'a pas franchi la barre des 4%, avec une baisse drastique de l'assurance agricole de près de 30%. Avec un chiffre d'affaires d'à peine 155 milliards de dinars en 2022, le secteur des assurances va réaliser un peu plus de 160 milliards de dinars en 2023.

Cette hausse modeste de l'activité des assureurs algériens est due principalement à l'assurance des personnes qui a réalisé un taux de croissance de plus de 10% en 2023 alors que l'assurance dommage qui représente l'essentiel de l'activité du secteur en Algérie a fait moins de 3%.

L'assurance dommages représente près de 90% du marché des assurances en Algérie qui est dominée par les branches automobiles et IARD (incendies, accidents et risques divers) qui totalisent plus de 90% de l'activité. Le reste est partagé entre le transport et l'agriculture en dépit de l'importance de ce secteur dans le PIB de l'Algérie.

Assurances en Algérie : l'effet automobile n'a pas eu lieu

Autre fait marquant du secteur algérien des assurances en 2023 : l'activité de toutes les branches a augmenté, à l'exception de l'agriculture qui a fortement dégringolé de près d'un tiers.

En outre, l'assurance automobile n'a pas suivi la croissance du marché des véhicules neufs en Algérie qui a renoué avec une forte activité après des années de blocage. Les spécialistes estiment que 100.000 véhicules ont été immatriculés en Algérie en 2023, dont 60.000 unités écoulées par le concessionnaire Fiat.

Mais les assureurs n'ont pas tiré profit de la reprise du marché automobile. « On s'attendait à une hausse de l'activité des assureurs d'au moins 10 milliards de dinars en valeur, on a eu moins de trois milliards de dinars », explique une source proche du dossier qui met en cause les remises exorbitantes accordées par les compagnies d'assurance à leurs clients, et ce dépit de leur plafonnement à 50%.

En janvier 2023, la Commission de supervision des assurances du ministère des Finances a rappelé à l'ordre les assureurs sur l'obligation de respecter un accord signé en 2017 qui encadre les remises octroyées aux clients dans le domaine de l'automobile. Ces remises ont été plafonnées à 50%, mais de nombreuses compagnies offraient des réductions bien plus importantes à leurs clients

El Watan-dz .com

La CAAT et l'ASF signent une convention de partenariat : L'Etat met le paquet sur le développement des startups

14/02/2024

Le ministre des Finances a émis le vœu de voir toutes les compagnies activant sur le marché d'assurance national suivre l'exemple de la CAAT, soulignant que cet accord «permettra certainement de développer un environnement favorable à la réalisation de l'objectif noble tracé par l'Etat algérien, à savoir la construction d'une économie diversifiée créatrice de richesse et d'emplois».

La Compagnie algérienne des assurances CAAT et le Fonds algérien de soutien aux startups (ASF) ont procédé, hier à Alger, à la signature d'un accord de partenariat, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faid, et la secrétaire générale du ministère de l'Economie, de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Nassima Arhab.

Dans son allocution, le ministre des Finances, qui a tenu à saluer l'initiative, a indiqué que «les startups sont aujourd'hui au cœur des stratégies économiques, du fait de leur grande importance dans leur capacité à créer de la valeur ajoutée et à impulser une dynamique économique et sociale, et ce grâce à leur croissance rapide en s'appuyant sur les nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle et tout ce qui a trait au système numérique».. et d'ajouter : «Les gains financiers relatifs à ce segment semblent très limités pour le moment comparativement aux investissements engagés (un capital social minimum de 50 millions de dirhams)». se référant à l'analyse de BMCE Capital, cette situation laisse planer des doutes sur la pertinence d'un positionnement sur cette activité, notamment en termes de rentabilité.

Assurances sociales : Renforcement de la coopération maroco-saoudienne

17/02/2024

La Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN), l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS), la Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP) et la Fédération Marocaine de l'Assurance (FMA) ont conjointement signé une convention-cadre quadripartite.

Établissant un cadre de renforcement des mécanismes de coordination et de concertation entre les parties signataires pour lutter contre la fraude à l'identité et favoriser la digitalisation des services d'assurance, cette convention vise à mettre les services du tiers de confiance national, développé par la DGSN, à la disposition des sociétés d'assurance à l'échelle nationale. Elle marque, ainsi, un jalon important dans la promotion de la sécurité et de l'efficacité des services d'assurance. En effet, l'utilisation de ce système pour le renforcement des procédures d'authentification en s'appuyant sur les fonctionnalités de la carte nationale d'identité électronique, permettra au secteur des assurances de :

vérifier l'identité des personnes physiques souhaitant accéder à des services d'assurance en ligne ou en agence ;

sécuriser les opérations contre les risques de fraude par usurpation d'identité et de blanchiment des capitaux, tout en respectant les normes de protection des données à caractère personnel.

Il convient de noter que le système de tiers de confiance national, qui constitue un catalyseur majeur dans le processus de digitalisation du secteur des assurances, est de nature à améliorer l'accès des citoyens aux services d'assurance.

Afin de veiller à la mise en œuvre de cette convention, il est prévu d'instituer un comité de suivi composé des représentants des quatre organismes signataires, et ce pour assurer une coordination étroite et régulière entre les parties prenantes.

Cette convention s'inscrit dans une démarche visant à assurer les meilleures pratiques en matière de protection des données à caractère personnel, en conformité avec les dispositions de la loi 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Couverture contre les événements catastrophiques : De nouvelles dispositions approuvées par le gouvernement

15/02/2024

Le Conseil de gouvernement, réuni ce jeudi, a adopté le projet de décret n°2.24.1 modifiant et complétant le décret n°2.18.785 pris pour l'application de la loi instituant un régime de couverture des conséquences d'événements catastrophiques.

Présenté par la ministre de l'Économie et des finances, Nadia Fettah, ce projet intervient en application de la loi précitée, qui stipule l'obligation de déclarer la survenance de l'événement catastrophique en vertu d'une décision administrative prise par le chef du gouvernement, identifiant notamment les zones sinistrées, la date et la durée de la catastrophe faisant l'objet de la déclaration.

Ce projet de décret vise à intégrer des dispositions concernant la détermination de la durée maximale d'une catastrophe en fonction de sa nature, ainsi qu'à considérer tout événement se produisant après cette période comme une nouvelle catastrophe, conformément aux normes internationales en vigueur.

Selon le porte-parole du gouvernement Mustapha Baitas, cette modification permettra au marché national de l'assurance de transférer les risques couverts par le système de couverture des conséquences des événements catastrophiques vers le marché de la réassurance étrangère dans les meilleures conditions, compte tenu notamment de l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles.

Le projet de décret comprend également un ensemble de dispositions visant à améliorer le fonctionnement du régime de couverture des conséquences des événements catastrophiques.

Financial Afrik

800 participants aux AG de la FANAF en Mauritanie

18/02/2024

La 48e Assemblée générale de la Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines (FANAF) s'ouvre lundi 19 février à Nouakchott, capitale de la Mauritanie, sous le haut patronage de SEMohamed Cheikh Ghazouani, président de la république. Environ 800 délégués venus des différents marchés africains ainsi que des experts et partenaires du secteur de l'assurance se sont inscrits à ce rendez-annuel devenu au fil des décennies le plus grand rassemblement continental de l'industrie de la gestion des risques.

Lors d'un point de presse tenu samedi 17 février, Haimoud Bashir Kamal, président de la Ligue mauritanienne des assureurs et Abdellah Kharchi, président du comité d'organisation de la 48e AG de la FANAF ont réaffirmé les dispositions de la Mauritanie à accueillir un tel événement, dans un pays aux perspectives prometteuses (voir notre dossier) . De même, César Ekomie Afene, président de la FANAF , est revenu sur la thématique centrale de la conférence, à savoir l'assurance au service du développement économique et social de l'Afrique .

Il s'agit d'une première pour la Mauritanie, désignée en marge des dernières assemblées de l'organisation panafricaine tenue du 20 au 24 février 2023 à Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo (RDC). La candidature mauritanienne était portée par l'Association Professionnelle des Assureurs de Mauritanie (APAM). Le marché mauritanien compte aujourd'hui 17 sociétés dont une compagnie étrangère et une Mutuelle Santé.

Comptant 203 compagnies affiliées, la FANAF a été créée en 1976. Les assemblées qui se tiennent tous les ans permettent aux opérateurs du continent et d'ailleurs de réfléchir aux voies et moyens de travailler de concert pour que les capacités du marché africain profitent non seulement aux opérateurs mais aussi aux populations.

AFRICA AHEAD
the sustainability challenge

Zimbabwe's insurers face regulatory sanctions for delaying claims payment

19/02/2024

The regulator of insurance and pensions business in Zimbabwe has directed all insurance companies to settle claims on time amid mounting complaints that risks widening trust deficit and hurting prospects of deepening insurance penetration in the southern Africa country.

The Insurance and Pensions Commission (IPEC) in Zimbabwe said in a circular that an increasing number of policyholders have sought the Commissioner's intervention due to protracted claims settlement disputes.

IPEC Commissioner Grace Muradzikwa in a February circular to all insurance companies in Zimbabwe said the protracted settlement of claims in the industry necessitates "urgent attention and action from all insurers."

"Timely claims settlement is critical as this directly impacts policyholder satisfaction, market penetration and confidence in the insurance sector," said Dr Muradzikwa in the circular.

"Insurers are expected to conduct thorough evaluations and process claims promptly, while ensuring clear and transparent communication with policyholders regarding the status and progress of their claims."

The Commissioner has directed all insurers to ensure that from the date of receipt of all the required submissions from policyholders, a decision is made and communicated within seven working days on the outcome of the claims applied for.

Further, she directed the insurers to ensure that once the claims authorisation process has been finalised, the claims are settled within three working days.

Some insurers have in the past cited the need for conducting further reviews to ascertain the authenticity of claims as the reason behind the delays which have left customers frustrated. However, the commissioner has spoken to this issue, requiring them to keep the affected policyholders updated.

Middle East Insurance Review

GAIF:Sustainable insurance practices brought to life

21/02/2024

Day three of GAIF 34 began with a stellar session on 'Sustainable insurance practices - strategies and initiatives adopted by Arab insurers to promote sustainability in the industry' in which delegates were privileged to hear cutting-edge thinking from industry leaders.
The session on sustainable insurance was moderated expertly by Oman Qatar Insurance chief executive officer Hasan Al Lawati who laid the ground for the morning's discussion when he said, "We are operating in an environment where change is the only constant," and asked the big question: "How do we make our businesses sustainable?"

Meeting the climate challenge
Mr Al Lawati then introduced the first speaker, Liva Insurance chief executive officer Hanaa Al Hinai.
Ms Al Hinai gave a brief preamble that outlined the realities of rising climate risks in recent years in Oman before turning her attention to the financial impact of climate change on the insurance industry. She pointed to the findings of Oman's central bank on the risks to the finance sector as a whole.
"All of this," she said, "is putting pressure on insurers to react." This is manifest in the Muscat Stock Exchange that now expects all listed entities to report on their ESG efforts and the exchange is "encouraging companies to establish a robust framework for diverse sustainable endeavours."
Ms Al Hinai then went on to talk about the Oman sustainable finance framework itself and its efforts to fund environmental and social initiatives to combat climate change. She then detailed how the framework fits within Oman Vision 2040.
Ms Al Hinai concluded by turning to Oman's insurance industry and how it could integrate sustainable practices for resilient underwriting. "The Oman insurance industry's response to climate risks is evolving rapidly," she said. "Insurers must embrace sustainable practices to mitigate risks associated with climate change, natural disasters and societal challenges.
"We aim to integrate sustainability principles into our operations, products and services, ensuring long-term value creation for our stakeholders and the communities we serve," she said.

Reinsurer perspective
Saudi Re chief strategy and technology officer Isa Ali then took up the baton and focused closely on the four barriers to ESG integration – which included limited awareness and understanding, regulatory and legal uncertainty, lack of data availability and the quality and transformation to sustainable practices.
Mr Ali then picked up on the emerging technologies that might help facilitate sustainable insurance practices – with a focus on advanced analytics and AI, the internet of things, process automation and InsurTech platforms.

He then revealed the practical implications of implementing ESG directives in day-to-day business with a look at what Saudi Re had done in the area of sustainability and said that the reinsurer was one of the first reinsurers to integrate ESG into its operations. This commitment from Saudi Re fell under six pillars – including national contribution, strong governance and economic performance, responsible customer relations, environmental protection, sustainable insurance and people and community care.
Mr Ali's parting message was particularly relevant. "Insurance is inherently dynamic," he said. "Challenges are inevitable. Innovation is crucial for maintaining competitiveness and meeting the evolving needs of stakeholders.
Technology-led innovations could be a strategy to boost productivity, efficiency and ESG goals simultaneously," he said.

ESG business case

The final speaker, Ripple Effect chief executive officer Katja Rieger began by making the stark statement that "being good makes good business sense" and went on to explore how ESG is all about risk and opportunities.

"Insurers can come together and work on risks to enable better solutions for society," she said. "And they will reap the benefits too."

She added a note of caution. "ESG is a process. You won't do it perfectly on day one. You will make mistakes – and that's what makes it so valuable," she said. "No one expects you to be perfect in the first year – because next year the bar will be set even higher."

The morning session concluded with a lively debate that teased out more thoughts, concerns and insights and provided delegates with plenty of food for thought about the central place of sustainability of insurance in the Arab world.

Fitch Ratings

Saudi Arabian Insurance Industry Continues to Grow Amid Consolidation

16/02/2024

Fitch Ratings-London-16 February 2024: The Saudi Arabian insurance industry to grow on the back of '2030 Saudi Vision' and consolidation in the market to continue in 2024 and 2025, Fitch Ratings says in a recently published dashboard. New minimum capital requirements are helping drive this consolidation, resulting in heightened M&A activity.

Fitch believes the increasing technical sophistication and regulatory enhancements are positive for the overall credit quality of Saudi insurers. Recent regulatory enhancements include new rules for insurtechs and implementation of staggered reinsurance cession to the local market of up to 30% by 2025. A requirement to offer a share of reinsurance to the local player, if exercised, may increase counterparty concentration and credit risk if stable international reinsurers are replaced with a less financially strong local company.

Overall profitability should remain strong in the short to medium term for insurance companies in Saudi Arabia. Insurance penetration as a percentage of non-oil GDP improved in 2023, as the sector continued to grow. Underwriting discipline and the government's crackdown on uninsured vehicles has led to significant improvement in terms of both growth and profitability in the motor market. The health sector, which accounts for over half of gross written premiums, is also continuing to expand.

JORDAN NEWS

UNDP's Jordan's insurance initiative promotes inclusive policies

22/02/2024

In a recent session by the United Nations Development Program, Jordan (UNDP) titled «Financing for Insurance Development in Jordan,» stakeholders discussed plans to promote inclusive and effective policies in the insurance sector, ensuring equitable access to financial services for all citizens. With a comprehensive plan in mind, actionable steps were introduced to tackle the primary hurdles hindering the growth of Jordan's insurance sector. The plan aims to promote inclusive and effective policies, products, and capacities in the insurance sector, ensuring equitable access to financial services for all citizens.

The UNDP's goal is to work alongside insurance sector stakeholders to craft and implement essential plans and tools, with the ultimate goal of ensuring access to invaluable insurance products for all societal segments, particularly disadvantaged and vulnerable groups. These efforts align with the UNDP's strategic objectives of reducing disparities, fostering inclusive growth, and achieving Sustainable Development Goals (SDG).

The project, through activities such as stakeholder interviews and policy dialogues, concentrated on accelerating Jordan's development by enhancing inclusive insurance and risk financing. The plan will play a pivotal role in spotlighting areas requiring intervention in the future to bolster the sector, encompassing mechanisms, relevant indicators, line bodies, and implementing partners such as the CJB and the Jordan Insurance Federation, as well as other key stakeholders in the project team
Various sector experts engaged in discussions to identify key gaps and offer recommendations to amend existing policies or introduce new ones, which include: Legislative reforms for enhanced inclusivity, Product innovation, especially in the realm of microinsurance for lower-income groups, Strengthening consumer awareness and capabilities to improve comprehension of insurance products, developing public-private partnerships for resource and expertise sharing, and deploying digital transformation strategies to broaden the scope and efficiency of insurance operations. Dr. Nidal Al-Oran, UNDP Environment and Climate Change Team Leader and representative to the event emphasized the importance of the Insurance and Risk Finance initiative as a safety net to safeguard people and livelihoods from crisis impacts.

WTW : GB D&O market update

22/02/2024

Reflections of the D&O market in 2023 and comparisons made with previous years. What can we expect in 2024?.

This update analyses our observations of the current market conditions for Directors' and Officers' insurance and the impact this has on board directors, non-executive directors and insurance buyers and is based on our observations of the market with our WTW clients and not a whole of market review. For ease of understanding, the percentages have been presented as rounded figures.

Overview

The D&O market experienced significant rate reductions throughout 2023 when compared to previous years, with mean rates stabilizing at the end of the year. The increased competition between insurers has continued to drive market improvements and rate reductions.

Throughout the entire year, most of our clients saw decreases in their renewals and H2 rates followed the decrease trend of H1: in Q3, 65% of clients saw their primary layer renew with a decrease on last year's premium whilst 86% saw their excess layers renew with a decrease (further detail can be found in chart 6 in Appendix I). Q4 results are even better: 90% of clients saw their primary layer renew with a decrease and 100% of our clients saw their excess layers renew with a decrease.

Policy terms are also reflecting the market softening with insurers increasingly willing to underwrite business on "any one claim" limits as well as using WTW's proprietary wording (DARCstar 2023). WTW's recently launched Side A DIC facility is also showing great results (A-star).

Following a period of significant decreases in the volume of claim and circumstance notifications between 2020 to 2022, the number of notifications up until October 2023 if annualised would see a similar, comparatively low, level as seen in 2022 (see chart 2 below).

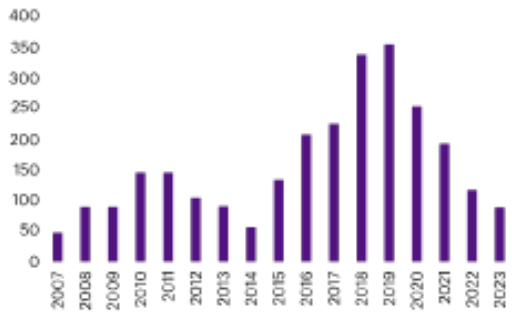
According to The Stanford Law School/Cornerstone's Securities Class Action Clearing house, US Securities Class Actions for 2023 were down from the historic highs of 2017-2020 but slightly higher than 2022

Looking forward, we continue to expect further rate decreases in H1 2024, albeit not necessarily with some of the steep discounts that we saw in 2023.

Primary layer rate on line figures have had some variation throughout the year but still remained at the lowest levels of the last 3 years. In 2023, for those clients which saw a discount, the mean discount was 18%.

Excess layer median rate on line continues to trend down but remains above the level that it was in January 2020. For those clients who saw decreases in their excess layers in 2023, the mean decrease was 25%. **Notifications**

While H1 2023 saw an uptick in notifications, this wasn't sustained throughout the year and if the trend established in notifications up until October 2023 was annualised, it looks like notifications will continue to be at a similar level to 2022, i.e. the lowest since 2014.



Directors' and Officers' Survey Report 2024

Following the launch of our biggest Directors' and Officers' Survey to date (in collaboration with international law firm, Clyde & Co LLP), we now have responses from more than 50 countries around the world (up from 40+ countries last year) and we are busy collating the results and preparing insights and articles based on the survey findings. We are aiming to publish this year's report in March 2024.

Reinsurance in focus for investors, with length of hard market key: Berenberg

20/02/2024

Equity analysts from investment bank Berenberg have said that, in recent meetings with investors the reinsurance sector has been a focus of their conversations, with investors particularly keen to gauge how much longer the hard reinsurance market can last.

While these investors are typically equity allocators, the sentiment reads across to the insurance-linked securities (ILS) sector, where investors and allocators to ILS are equally as keen to identify the sustainability of hard market conditions.Perhaps a more accurate way to phrase it though, is the sustainability of the current market reality of higher attachments, stricter terms, less exposure to secondary perils, all of which appear to carry more weight than actual price alone, for many investors, no matter what structure or instrument they are allocating to the reinsurance sector through.

Berenberg's analysts paint a picture of a sector now attracting investor interest from a broadening range of allocators, with generalists as interested as those deemed more specialist.

The analysts said that the main focus on the reinsurance side is, "what could derail both pricing in reinsurance and the shift of frequency losses back to the primary insurers."

Alongside that, the generalist equity investors see reinsurers as a good source of returns from dividend growth and share buybacks.

The analysts said that, "there is more interest in reinsurance than we expected, with investors trying to gauge how much longer the current hard market cycle can continue."

Which as we said, reads across positively and correlates with the appetite for ILS investments we're currently seeing from our investor community.

As we reported after our recent ILS NYC 2024 conference in New York, end-investors are clearly attracted to ILS and reinsurance right now, but say that more than one year of evidence of the improvements and sustainability of the new reality, is required. As we also reported from the conference, investor interest is resurging, but allocators are also determined to manage their capacity and match it to the market environment and opportunity.

IRDAI to implement collateral requirements for reinsurance deals with CBRs: report

23/02/2024

According to a report from Business Standard, the Insurance Regulatory and Development Authority of India (IRDAI) is planning to introduce collaterals for reinsurance transactions with Cross Border Reinsurers (CBR). These changes aim to protect both policyholders and insurers, building confidence in the market and creating a healthier insurance system.These guidelines will impact all reinsurance agreements with CBRs made by Indian insurance companies, starting from the financial year 2025-2026.There's also been a reported increase in CBRs collecting premiums from the Indian reinsurance market. This has raised concerns about protecting the interests of Indian reinsurers.

To address this, IRDAI believes "it is now felt necessary to ring-fence the interests of Indian cedants to maintain their ability to meet obligations towards policyholders in India."

According to the IRDAI annual report for the financial year 2022-2023, there were 283 companies involved in the Indian CBR reinsurance business, competing with government-owned GIC Re and Foreign Reinsurance Branches (FRBs).

Under the new rules, when an Indian insurance company places reinsurance business with a CBR, they'll need to collect collateral as a form of security. This could be an irrevocable Letter of Credit (LC) from the CBR, or premium or funds held back by the insurance company.

The LC will be issued through specific banking units and can be accepted in either Indian Rupees or a freely convertible foreign currency. Its amount will be based on the total outstanding claims liabilities and reserves of the insurance company.

For highly rated CBRs (A- and above from S&P), the minimum collateral required will be 80% of the total liabilities and reserves, while for lower-rated ones (below A-), it will be 100%.

The insurance company will release this collateral once all the CBR's liabilities under the reinsurance contract are settled. If they believe some liabilities might continue, they can release part of the collateral after making adjustments.

Each insurance company will need to confirm that they're following these rules, based on their approved reinsurance program.